



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

-----  
Direction des affaires juridiques  
et de l'administration locale

-----  
Bureau de l'administration générale  
et de l'utilité publique

Mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
**Société OVERCHEM à VILLERS-CARBONNEL**

La Préfète de la région Picardie  
Préfète de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 02 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le décret du 31 juillet 2014 nommant Madame Nicole KLEIN, Préfète de la région Picardie, Préfète de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement abrogeant à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le récépissé de déclaration du 20 mars 2013 délivré à la société OVERCHEM située à VILLERS-CARBONNEL notamment pour la rubrique n°2921-1-b de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le point 3.7.1.1.a) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques... Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. » ;

**Vu** le point 3.7.1.2.b) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. » ;

**Vu** le point 3.7.1.3.b) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. » ;

**Vu** le point 3.7.1.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 28 octobre 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'Environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 14 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

- l'analyse méthodique de risques présentée est largement insuffisante, elle n'aborde notamment pas l'analyse des éventuels bras morts de conception ou d'exploitation,
- le point de prélèvement en vue d'analyses de légionelles n'est pas situé au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau,
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de surveillance,
- l'exploitant ne procède à aucun traitement préventif de l'eau du circuit de refroidissement.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des points 3.7.I.1.a) ; 3.7.I.2.b) ; 3.7.I.3.b) et 3.7.I.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

**Considérant** que 4 prélèvements ont fait l'objet d'une détection de légionelles en 2013 dont 3 avec un dépassement du seuil de 1 000 UFC/l :

- 8 janvier 2013 : 600 UFC/l (dont legionella pneumophila 600 UFC/l)
- 22 mai 2013 : 1 000 UFC/l (dont legionella pneumophila 1 000 UFC/l)
- 5 septembre 2013 : 1 900 UFC/l (dont legionella pneumophila 1 900 UFC/l)
- 7 novembre 2013 : 1 100 UFC/l (dont legionella pneumophila 1 100 UFC/l)

**Considérant** que la légionellose est une maladie potentiellement mortelle à déclaration obligatoire qui peut être contractée en inhalant des gouttelettes chargées en légionelles ;

**Considérant** que l'exploitation de tours aéroréfrigérantes peut être génératrice d'une dispersion de légionelles par voie aérienne ;

**Considérant** que ces faits sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement et notamment à la santé publique ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'Environnement en mettant en demeure la société OVERCHEM de respecter les dispositions des points 3.7.I.1.a) ; 3.7.I.2.b) ; 3.7.I.3.b) et 3.7.I.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement et notamment la santé publique ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Somme,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La S.A.R.L OVERCHEM dont le siège social est situé 9-11 allée de l'Arche à COURBEVOIE (92 671) est mise en demeure pour son installation de fabrication d'ignifugeurs sise Hameau de Pont les Brie sur la commune de VILLERS-CARBONNEL (80200) de se conformer aux dispositions des articles 2 à 7 ci-après.

Les échéances s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

Dans un délai de trois jours à compter de la notification du présent arrêté, la S.A.R.L OVERCHEM devra respecter les dispositions du point 3.7.I.3.b) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 en plaçant le point de prélèvement en vue d'analyses de légionelles en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.

La S.A.R.L OVERCHEM transmet dans le même délai à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments pouvant justifier du respect des prescriptions du point 3.7.I.3.b) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

### Article 3

Dans un délai de trois jours à compter de la notification du présent arrêté, la S.A.R.L OVERCHEM devra respecter les dispositions du point 3.7.1.2.b) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en mettant en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

La S.A.R.L OVERCHEM transmet dans le même délai à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments pouvant justifier du respect des prescriptions du point 3.7.1.2.b) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

### Article 4

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, la S.A.R.L OVERCHEM devra respecter les dispositions du point 3.7.1.1.a) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en menant une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques et notamment d'analyser les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation et d'évaluer leur criticité en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent.

La S.A.R.L OVERCHEM transmet dans le même délai à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments pouvant justifier du respect des prescriptions du point 3.7.1.1.a) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

### Article 5

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, la S.A.R.L OVERCHEM devra respecter les dispositions du point 3.7.1.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en mettant en place un plan de surveillance qui identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.

La S.A.R.L OVERCHEM transmet dans le même délai à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments pouvant justifier du respect des prescriptions du point 3.7.1.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

### Article 6

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'Environnement.

### Article 7

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 8

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Péronne, le maire de la commune de VILLERS-CARBONNEL, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OVERCHEM.

Amiens, le - 6 NOV. 2014

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,



Jean-Charles GERAY

